

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 november 2017.

Brussel, 17 juli 2017.

De Vlaamse minister van Buitenlands Beleid en Onroerend Erfgoed,
G. BOURGEOIS

—————
TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

Environnement

[2017/20611]

17 JUILLET 2017. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 16 mars 2015 établissant un règlement de la compétition pour l'octroi annuel du Prix du patrimoine immobilier

LA MINISTRE FLAMAND DE LA POLITIQUE EXTERIEURE ET DU PATRIMOINE IMMOBILIER,

Vu le décret relatif au patrimoine immobilier du 12 juillet 2013, l'article 9.1.1, modifié par le décret du 15 juillet 2016;

Vu l'arrêté relatif au patrimoine immobilier du 16 mai 2014, l'article 9.1.7;

Vu l'arrêté ministériel du 16 mars 2015 établissant un règlement de la compétition pour l'octroi annuel du Prix du patrimoine immobilier;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 17 mai 2017;

Vu l'avis 61.773/1 du Conseil d'Etat, rendu le 11 juillet 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa premier, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 16 mars 2015 établissant un règlement de la compétition pour l'octroi annuel du Prix du patrimoine immobilier est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. Dans le présent arrêté, on entend par projet de patrimoine immobilier : un projet concernant des paysages patrimoniaux, des sites archéologiques protégés, des monuments protégés, des paysages urbains et ruraux protégés et des paysages culturels et historiques protégés. ».

Art. 2. Dans l'article 7, alinéa trois, du même arrêté, le mot « protégés » est inséré entre le mot « archéologiques » et le mot « il ».

Art. 3. Dans l'article 12, paragraphe 5, du même arrêté, le membre de phrase « du gagant » est remplacé par le membre de phrase « d'un projet de patrimoine immobilier ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} novembre 2017.

Bruxelles, le 17 juillet 2017.

Le Ministre flamand de la Politique extérieure et du Patrimoine immobilier,
G. BOURGEOIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/204123]

6 JUILLET 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant la partie réglementaire du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement relatif au choix et à la récusation d'un auteur d'études d'incidences

Le Gouvernement wallon,

Vu la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, l'article D.69, modifié en dernier lieu par décret du 23 juin 2016;

Vu la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les articles R.72, R.74 et R.75;

Vu l'avis 60.080/4 du Conseil d'Etat, donné le 3 octobre 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le rapport du 24 mars 2016 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Considérant l'avis du CWEDD, donné en date du 10 mai 2016;

Considérant l'avis d'eWBS de simplification administrative, donné en date du 17 mai 2016;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article R.72 de la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.72. § 1^{er}. Le demandeur choisit l'auteur d'étude parmi les personnes agréées en qualité d'auteurs d'études d'incidences, pour la ou les catégories à laquelle ou auxquelles son projet se rattache conformément à l'article R.58.

§ 2. Au plus tard 20 jours ouvrables avant la réunion d'information du public qu'il organise conformément à l'article R41-3, le demandeur notifie son choix d'auteur d'études à la Direction de la Prévention des Pollutions, du Département de l'Environnement et de l'Eau, de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement, du Service public de Wallonie, ci-après l'Administration de l'Environnement.

Le demandeur utilise le formulaire arrêté par le Ministre pour réaliser la notification visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. L'Administration de l'Environnement notifie au demandeur sa décision relative au choix de la personne choisie en qualité d'auteur d'études d'incidences agréée compte tenu de la nature du projet, dans les 15 jours ouvrables à dater de la réception de la notification visée au paragraphe 2.

Dans le même délai, l'Administration de l'Environnement notifie le choix de l'auteur d'études et sa décision :

- 1° au Ministre;
- 2° à l'autorité compétente;
- 3° à l'Administration de l'Aménagement du Territoire;
- 4° à l'autorité chargée d'examiner le caractère complet ou recevable du dossier de demande;
- 5° au Pôle Environnement du CESW;
- 6° pour les projets éoliens, au Pôle Aménagement du Territoire;
- 7° pour les projets autres qu'éoliens, à la Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité (C.C.A.T.M.) visée par le CoDT ou, à défaut, au Pôle Aménagement du Territoire du CESW.

§ 4. Les notifications visées aux paragraphes 2 à 3 sont réalisées soit par :

- 1° lettre recommandée avec accusé de réception;
- 2° le recours à toute formule similaire permettant de conférer une date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé;
- 3° le dépôt de la notification contre récépissé;
- 4° toute procédure dématérialisée, selon les conditions et modalités définies par le Ministre.

§ 5. Les modalités de calcul des délais sont les suivantes :

- 1° l'envoi doit se faire au plus tard le jour de l'échéance;
- 2° le jour de l'échéance est compté dans le délai, sauf lorsque le jour d'envoi est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, où il est reporté au jour ouvrable suivant;
- 3° le jour de la réception de la notification qui est le point de départ du délai n'y est pas inclus.

Art. 2. Dans la section 3 du chapitre IV de la partie V réglementaire du livre I^{er} du Code de l'Environnement, il est inséré un article R.72bis rédigé comme suit :

« R.72bis. § 1^{er}. Au sens de la présente section, on entend par jour ouvrable tous les jours à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés légaux.

§ 2. Les modalités visées à l'article R.72, § 5, sont applicables pour le calcul des délais visés à la présente section. ».

Art. 3. L'article R.74 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.74. § 1^{er}. L'autorité compétente pour statuer sur la demande de permis, l'Administration de l'Environnement ou l'Administration de l'Aménagement du Territoire peut proposer au Ministre la récusation d'une personne choisie en qualité d'auteur d'études d'incidences.

L'initiation de la procédure de récusation débute au plus tard dans un délai de quinze jours à dater du jour de la réception du procès-verbal par l'autorité compétente conformément à l'article D.29-6.

§ 2. L'initiateur de la procédure de récusation motive et notifie à la personne choisie en qualité d'auteur de l'étude son intention de procéder à la récusation, par pli recommandé avec accusé de réception.

L'intention de procéder à la récusation est également adressée au demandeur et aux instances visées à l'article R.72, § 3, alinéa 2, selon un mode de communication visé à l'article R.72, § 4.

§ 3. La personne choisie en qualité d'auteur de l'étude peut faire valoir ses moyens de défense auprès de l'initiateur de la procédure de récusation. Sous peine d'irrecevabilité, elle adresse ses moyens de défense par écrit selon un mode de communication visé à l'article R.72, § 4, dans les dix jours ouvrables à dater de la réception de la proposition de récusation.

Dans sa demande, la personne choisie en qualité d'auteur d'études d'incidences précise si elle souhaite être entendue. Dans ce cas, l'audition est fixée par l'initiateur de la procédure de récusation au plus tard dans les quinze jours de la réception des moyens de défense de la personne choisie en qualité d'auteur d'études d'incidences. Il en informe le demandeur d'autorisation ainsi que les instances visées à l'article R.72, § 3, alinéa 2, invités à l'audition, selon un mode de communication visé à l'article R.72, § 5.

§ 4. L'initiateur de la procédure de récusation procède à l'examen des moyens de défense de la personne choisie en qualité d'auteur de l'étude et notifie à celle-ci sa proposition de décision dans les dix jours ouvrables à dater de la réception des moyens de défense conformément au § 3, alinéa 1^{er} ou, le cas échéant, à dater de l'audition de l'intéressée. La proposition de décision est adressée au Ministre dans le même délai. Les notifications sont adressées par écrit selon un mode de communication visé à l'article 72, § 4.

§ 5. Lorsque la personne choisie en qualité d'auteur d'études d'incidences s'abstient de présenter ses moyens de défense et/ou de demander une audition dans les délais fixés au paragraphe 1^{er}, l'initiateur de la procédure de récusation envoie sa proposition de récusation motivée au Ministre dans les 20 jours ouvrables à dater de la notification de son intention de procéder à la récusation visée à l'article R.74, § 2. »

Art. 3. L'article R.75 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.75. Le Ministre statue dans les quinze jours ouvrables à dater de la notification de la proposition de récusation visée à l'article 74, § 4 ou § 5. La décision du Ministre est notifiée à l'auteur d'études d'incidences ainsi qu'au demandeur, selon un mode de communication visé à l'article 72, § 4.

Une copie est adressée aux instances visées à l'article R.72, § 3, alinéa 2. ».

Art. 4. Les notifications introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont traitées selon les règles en vigueur au jour de la notification par le demandeur.

Art. 5. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 juillet 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et
du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/204123]

6. JULI 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches betreffend die Wahl und die Ablehnung eines Umweltverträglichkeitsprüfers

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des dekretalen Teils des Buches I des Wallonischen Umweltgesetzbuches, Artikel D.69, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 2016;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel R.72, R.74 und R.75;

Aufgrund des am 3. Oktober 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 60.080/4;

Aufgrund des Berichts vom 24. März 2016, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 4 Ziffer 2 des Dekrets vom 3. März 2016 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben für die Angelegenheiten, die aufgrund von Artikel 138 der Verfassung geregelt werden;

In Erwägung der am 10. Mai 2016 abgegebenen Stellungnahme des CWEDD;

In Erwägung der am 17. Mai 2016 abgegebenen Stellungnahme des "eWBS"-Dienstes für die administrative Vereinfachung;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel R.72 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. R.72 - § 1. Der Antragsteller wählt den Umweltverträglichkeitsprüfer unter den Personen, die für die Kategorie(n), auf die sich sein Projekt nach Artikel R.58 bezieht, als Umweltverträglichkeitsprüfer zugelassen sind.

§ 2. Spätestens 20 Werktage vor der Versammlung zur Information der Öffentlichkeit, die der Antragsteller nach Artikel R.41-3 zu organisieren hat, stellt dieser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des öffentlichen Dienstes der Wallonie, Abteilung Umwelt und Wasser, Direktion der Vorbeugung der Verschmutzungen, nachstehend "Umweltverwaltung" genannt, seine Wahl eines Umweltverträglichkeitsprüfers zu.

Der Antragsteller verwendet das vom Minister festgelegte Formular für die in Absatz 1 genannte Zustellung.

§ 3. Die Umweltverwaltung stellt dem Antragsteller binnen 15 Werktagen nach Eingang der in § 2 erwähnten Zustellung ihren Beschluss über die Wahl der angesichts der Art des Projekts als zugelassener Umweltverträglichkeitsprüfer ausgewählten Person zu.

Binnen derselben Frist stellt die Umweltverwaltung die Wahl des Umweltverträglichkeitsprüfers samt ihrem Beschluss den folgenden Instanzen zu:

1° dem Minister;

2° der zuständigen Behörde;

3° der Raumordnungsverwaltung;

4° der mit der Überprüfung der Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Antragsakte beauftragten Behörde;

5° dem Pool "Umwelt" des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonie ("CESW");

6° für Windkraftprojekte, dem Pool "Raumordnung";

7° für die sonstigen Projekte, dem kommunalen Beratungsausschuss für Raumordnung und Mobilität ("C.C.A.T.M.") im Sinne des GRE oder, andernfalls, dem Pool "Raumordnung" des CESW.

§ 4. Die in den §§ 2 bis 3 angeführten Zustellungen erfolgen in einer der folgenden Formen:

1° Einschreiben gegen Empfangsbestätigung;

2° jede ähnliche Kommunikationsform, durch die ungeachtet des benutzten Zustellungsdienstes die Einsendung und der Erhalt der Urkunde mit einem sicher feststehenden Datum versehen werden kann;

3° Abgabe der Zustellung gegen Abnahmebescheinigung;

4° jegliche entmaterialisierte Vorgehensweise, nach den vom Minister bestimmten Bedingungen und Modalitäten.

§ 5. Die Modalitäten für die Berechnung der Fristen lauten wie folgt:

1° Die Einsendung muss spätestens am Tag, an dem die Frist abläuft, stattfinden;

2° Der Ablauftag wird in der Frist mitgerechnet, es sei denn, der Tag der Einsendung fällt auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen gesetzlichen Feiertag. In diesem Fall wird er auf den nächstfolgenden Werktag verlegt;

3° Der Tag des Eingangs der Zustellung, der als Anfang der Frist gilt, wird nicht darin eingeschlossen.

Art. 2 - In Kapitel IV Abschnitt 3 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches wird ein Artikel R.72bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"R.72bis - § 1. Im Sinne des vorliegenden Abschnitts ist unter "Werktag" jeder Wochentag, außer samstags, sonntags und den gesetzlichen Feiertagen zu verstehen.

§ 2. Die in Artikel R.72 § 5 angeführten Modalitäten gelten für die Berechnung der im vorliegenden Abschnitt genannten Fristen."

Art. 3 - Artikel R.74 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. R.74 - § 1. Die Behörde, die dafür zuständig ist, über den Antrag auf Genehmigung zu befinden, die Umweltverwaltung oder die Raumordnungsverwaltung kann dem Minister die Ablehnung einer als Umweltverträglichkeitsprüfer ausgewählten Person vorschlagen.

Die Einleitung des Ablehnungsverfahrens erfolgt spätestens innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag, an dem nach Artikel D.29-6 das Protokoll bei der zuständigen Behörde eingegangen ist.

§ 2. Der Initiator des Ablehnungsverfahrens stellt der als Umweltverträglichkeitsprüfer ausgewählten Person per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung seine Absicht zu, ein Ablehnungsverfahren einzuleiten, wobei er die Gründe dafür angibt.

Die Absicht, ein Ablehnungsverfahren einzuleiten, wird ebenfalls dem Antragsteller und den in Artikel R.72 § 3 Absatz 2 aufgeführten Instanzen in einer Kommunikationsform nach Artikel 72 § 4 mitgeteilt.

§ 3. Die als Umweltverträglichkeitsprüfer ausgewählte Person hat die Möglichkeit, ihre Verteidigungsmittel beim Initiator des Ablehnungsverfahrens geltend zu machen. Unter Gefahr der Unzulässigkeit sendet sie ihre schriftlichen Verteidigungsmittel in einer Kommunikationsform nach Artikel R.72 § 4 binnen zehn Werktagen ab dem Tag, an dem der Ablehnungsvorschlag erhalten wurde.

In ihrem Antrag gibt die als Umweltverträglichkeitsprüfer ausgewählte Person an, ob sie angehört werden möchte. In diesem Fall wird die Anhörung vom Initiator des Ablehnungsverfahrens spätestens fünfzehn Tage nach Eingang der Verteidigungsmittel der als Umweltverträglichkeitsprüfer ausgewählten Person anberaamt. Er setzt den Antragsteller der Genehmigung und die in Artikel R.72 § 3 Absatz 2 aufgeführten Instanzen, die zur Anhörung vorgeladen werden, in einer Kommunikationsform nach Artikel R.72 § 4 davon in Kenntnis.

§ 4. Der Initiator des Ablehnungsverfahrens untersucht die Verteidigungsmittel der als Umweltverträglichkeitsprüfer ausgewählten Person und stellt dieser binnen zehn Werktagen ab Eingang der Verteidigungsmittel gemäß § 3 Absatz 1 oder, gegebenenfalls, ab Anhörung des Betroffenen, seinen Beschlussvorschlag zu. Der Beschlussvorschlag wird binnen derselben Frist an den Minister gerichtet. Die Zustellungen erfolgen schriftlich in einer Kommunikationsform nach Artikel 72 § 4.

§ 5. Sieht die als Umweltverträglichkeitsprüfer ausgewählte Person davon ab, ihre Verteidigungsmittel vorzubringen und/oder binnen den in § 1 festgesetzten Fristen eine Anhörung zu beantragen, so schickt der Initiator des Ablehnungsverfahrens dem Minister innerhalb von 20 Werktagen ab der Zustellung seiner Absicht, das in Artikel R.74 § 2 erwähnte Ablehnungsverfahren einzuleiten, seinen mit Gründen versehenen Ablehnungsvorschlag zu. "

Art. 3 - Artikel R.75 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. R.75 - Der Minister entscheidet binnen fünfzehn Werktagen ab Zustellung des in Artikel 74 § § 4 bzw. 5 genannten Ablehnungsvorschlags. Die Entscheidung des Ministers wird dem Umweltverträglichkeitsprüfer sowie dem Antragsteller in einer Kommunikationsform nach Artikel 72 § 4 zugestellt.

Eine Abschrift davon wird den in Artikel R.72 § 3 Absatz 2 genannten Instanzen zugeschickt."

Art. 4 - Die Zustellungen, die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses vorgenommen sind, werden nach den am Tag der Zustellung durch den Antragsteller geltenden Vorschriften bearbeitet.

Art. 5 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Juli 2017

Der Ministerpräsident,

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen und Tierschutz,

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/204123]

6 JULI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het reglementair deel van Boek I van het Leefmilieuwetboek, betreffende de keuze en de wraking van een auteur van effectenonderzoeken

De Waalse Regering,

Gelet op het decreetgevend gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek, artikel D.69, laatst gewijzigd bij het decreet van 23 juni 2016;

Gelet op het reglementair deel van Boek I van het Milieuwetboek, artikelen R.72, R74 en R.75;

Gelet op advies nr. 60.080/4 van de Raad van State, gegeven op 3 oktober 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het rapport van 24 maart 2016 opgemaakt overeenkomstig artikel 4, 2^o, van het decreet van 3 april 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de « CWEDD », gegeven op 10 mei 2016;

Gelet op het advies van eWBS terzake van administratieve vereenvoudiging, gegeven op 17 mei 2016;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel R.72 van het reglementair deel van Boek I van het Milieuwetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. R.72. § 1. De aanvrager kiest de auteur van het onderzoek onder de personen, erkend in de hoedanigheid van auteurs van effectenonderzoeken voor de categorie(ën) waarbij zijn project overeenkomstig artikel R.58 is ondergebracht.

§ 2. Uiterlijk 20 werkdagen voor de publieke informatievergadering die hij organiseert overeenkomstig artikel R.41-3, geeft de aanvrager kennis van zijn keuze van de auteur van het effectenonderzoek aan de Directie Voorkoming van Verontreinigingen, bij het Departement Leefmilieu en Water van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst, hierna het Bestuur Leefmilieu.

De aanvrager maakt gebruik van het formulier, vastgesteld door de Minister, om de kennisgeving bedoeld in lid 1 te verrichten.

§ 3. Het Bestuur Leefmilieu geeft binnen de vijftien werkdagen, te rekenen van de ontvangst van de kennisgeving bedoeld in paragraaf 2, kennis van zijn beslissing aan de aanvrager, betreffende de keuze van de persoon als erkend auteur van effectenonderzoeken, rekening houdend met de aard van het project.

Binnen dezelfde termijn geeft het Bestuur Leefmilieu kennis van de keuze van de auteur van het onderzoek en zijn beslissing :

1^o aan de Minister;

2^o aan de bevoegde overheid;

3^o aan het Bestuur Ruimtelijke Ordening;

4° aan de overheid belast met het onderzoek naar de volledigheid en de ontvankelijkheid van het aanvraagdossier;

5° aan de Beleidsgroep Leefmilieu van de Sociaal-Economische Raad van Wallonië;

6° voor de windturbineprojecten, aan de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening;

7° voor de andere projecten dan windturbineprojecten, aan de gemeentelijke adviescommissie Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit, bedoeld bij het Wetboek Ruimtelijke Ontwikkeling, of, bij ontstentenis, aan de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening van de Sociaal-Economische Raad van Wallonië.

§ 4. De kennisgevingen bedoeld in de paragrafen 2 en 3 worden verricht ofwel bij :

1° aangetekend schrijven met ontvangstbericht;

2° via elke soortgelijke formule waarmee vaste datum aan de verzending en aan de ontvangst van de akte gegeven kan worden, ongeacht de distributiedienst;

3° neerlegging tegen ontvangstbewijs;

4° elke gedematerialiseerde procedure, in de voorwaarden en volgens de nadere regels vastgesteld door de Minister.

§ 5. De nadere berekeningsregels voor de termijnen zijn de volgende :

1° de verzending moet uiterlijk op de vervaldatum plaatsvinden;

2° de vervaldatum wordt in de termijn meegeteld, behalve als die dag een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, dan wordt de vervaldatum evenwel naar de volgende werkdag verschoven;

3° de dag van ontvangst van een akte die de begindatum van een termijn is, wordt niet meegerekend.

Art. 2. In afdeling 3 van hoofdstuk IV van het reglementair deel van Boek I van het Milieuwetboek wordt een artikel R.72*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« R.72*bis*. § 1. In de zin van deze afdeling worden onder werkdag alle dagen verstaan, met uitzondering van zaterdag, zondag en wettelijke feestdagen.

§ 2. De nadere regels bedoeld in artikel R.72, § 5, zijn van toepassing voor de berekening van de termijnen bedoeld in deze afdeling. ».

Art. 3. Artikel R.74 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

“Art. R.74. § 1. De overheid, bevoegd om te beslissen over de vergunningsaanvraag, het Bestuur Leefmilieu of het Bestuur Ruimtelijke Ordening kan de Minister voorstellen om een persoon, gekozen in de hoedanigheid van auteur van effectenonderzoeken te wraken.

De wrakingsprocedure wordt uiterlijk ingezet binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de dag van ontvangst van het proces-verbaal door de bevoegde overheid overeenkomstig artikel D.29-6.

§ 2. De initiatiefnemer voor de wrakingsprocedure motiveert en geeft de als auteur van het onderzoek gekozen persoon kennis van zijn voornemen om tot wraking over te gaan, bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst.

Het voornemen om tot wraking over te gaan wordt eveneens gericht aan de aanvrager en aan de instanties bedoeld in artikel R.72, § 3, lid 3, volgens een wijze van mededeling bedoeld in artikel R.72, § 4.

§ 3. De persoon gekozen als auteur van het onderzoek kan zijn verweermiddelen te gelde maken bij de initiatiefnemer voor de wrakingsprocedure. Op straffe van onontvankelijkheid legt zij haar verweermiddelen schriftelijk neer, volgens een wijze van mededeling bedoeld in artikel R.72, § 4, binnen de tien werkdagen te rekenen van de ontvangst van het voorstel tot wraking.

In haar aanvraag maakt de persoon, gekozen als auteur van effectenonderzoeken, duidelijk of ze gehooft wenst te worden. In dat geval wordt de hoorzitting door de initiatiefnemer voor de wrakingsprocedure vastgesteld uiterlijk binnen de vijftien dagen na ontvangst van de verweermiddelen van de persoon gekozen als auteur van effectenonderzoeken. Hij licht de aanvrager van de machtiging, evenals de instanties bedoeld in artikel R.72, § 3, lid 2, voor de hoorzitting opgeroepen, er volgens een wijze van mededeling bedoeld in artikel R.72, § 5, over in.

§ 4. De initiatiefnemer voor de wrakingsprocedure onderzoekt de verweermiddelen van de persoon gekozen als auteur van het onderzoeken en geeft aan laatstgenoemde kennis van zijn voorstel tot beslissing binnen de tien werkdagen te rekenen van de ontvangst van de verweermiddelen overeenkomstig § 3, lid 1, of, in voorkomend geval, te rekenen van de hoorzitting van belanghebbende. Het voorstel tot beslissing wordt binnen dezelfde termijn aan de Minister gericht. De kennisgevingen worden schriftelijk verstuurd, volgens een wijze van mededeling bedoeld in artikel 72, § 4.

§ 5. Wanneer de persoon gekozen als auteur van effectenonderzoeken afziet van het indienen van verweermiddelen en/of van het aanvragen van een hoorzitting binnen de termijnen vastgesteld in § 1, richt de initiatiefnemer voor de wrakingsprocedure zijn gemotiveerd voorstel tot wraking aan de Minister binnen de twintig werkdagen te rekenen van de kennisgeving van zijn voornemen tot het overgaan tot wraking bedoeld in artikel R.74, § 2. ”

Art. 3. Artikel R.75 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. R.75. De Minister beslist binnen de vijftien werkdagen, te rekenen van de kennisgeving van het voorstel tot wraking bedoeld in artikel 74, § 4 of § 5. De beslissing van de Minister wordt zowel aan de auteur van effectenonderzoeken als aan de aanvrager medegedeeld volgens een wijze van mededeling bedoeld in artikel 72, § 4.

Een afschrift wordt gericht aan de instanties bedoeld in artikel R.72, § 3, lid 2.”.

Art. 4. De kennisgevingen ingediend vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden behandeld volgens de regels geldend op de datum van de kennisgeving door de aanvrager.

Art. 5. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 juli 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO